



XVI^e Rencontre du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF)

Paris (France)

24-25-26 septembre 2018

*Une éducation de qualité pour vivre ensemble
dans un espace francophone solidaire,
accueillant la diversité*



**COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE
DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION**



Avec le soutien financier de :



Lundi 24 septembre

▶ 9 h 30

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Siège social de l'Organisation internationale de la Francophonie, salle Senghor, 19-21 Avenue Bosquet, 75007 Paris, France

Adama Ouane, administrateur de l'OIF

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

Edem Adubra, représentant de l'UNESCO

Vincent Fillola, vice-président de la conférence des OING

Jean-Hervé Cohen, président du CSFEF

Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU

Frédéric Marchand, secrétaire général UNSA Education

▶ 11 h

TABLE RONDE

Pour une éducation de qualité favorisant le vivre ensemble

Le personnel de l'éducation œuvre au quotidien pour le vivre ensemble. En effet, les écoles sont des lieux d'apprentissage, dont celui de la socialisation. La découverte des savoirs disciplinaires, mais aussi la mise en activité collective, le questionnement et le dialogue doivent permettre de participer à la construction de citoyennes et citoyens autonomes et émancipés. Comment construire des valeurs universelles ? Dans une période où de nombreux élèves vivent dans un environnement perturbé par des polémiques ethniques, religieuses, voire par des conflits armés, il est particulièrement important d'interroger la nécessité d'aborder ces questions au sein de la classe.

L'école ne répondra pas seule à ces questions. Mais, au jour le jour et en ayant les moyens pour la réussite de tous les élèves, elle a le pouvoir d'apporter sa pierre à l'édifice du vivre ensemble.

Et ces élèves seront demain celles et ceux qui porteront l'ambition de la démocratie, ce qui est aujourd'hui loin d'être le cas partout, y compris dans l'espace francophone.

Interventions :

Régine Akalikumutima, chargée du genre au Syndicat du personnel de l'éducation (SYPERWA), Rwanda

Benoit Falaize, Inspecteur général de l'Éducation nationale, chercheur correspondant au centre d'histoire de Sciences Po

▶ 12 h15

PAUSE DÉJEUNER

Installation au SNUipp-FSU, 12 rue Cabanis, 75014 Paris

▶ 15 h

SÉANCE PLÉNIÈRE : ORGANISATION DU CSFEF

Présentation du CSFEF

Déclaration adressée aux chefs d'État de la Francophonie

Rapport d'activités

Rapport financier

Enjeux de la Rencontre

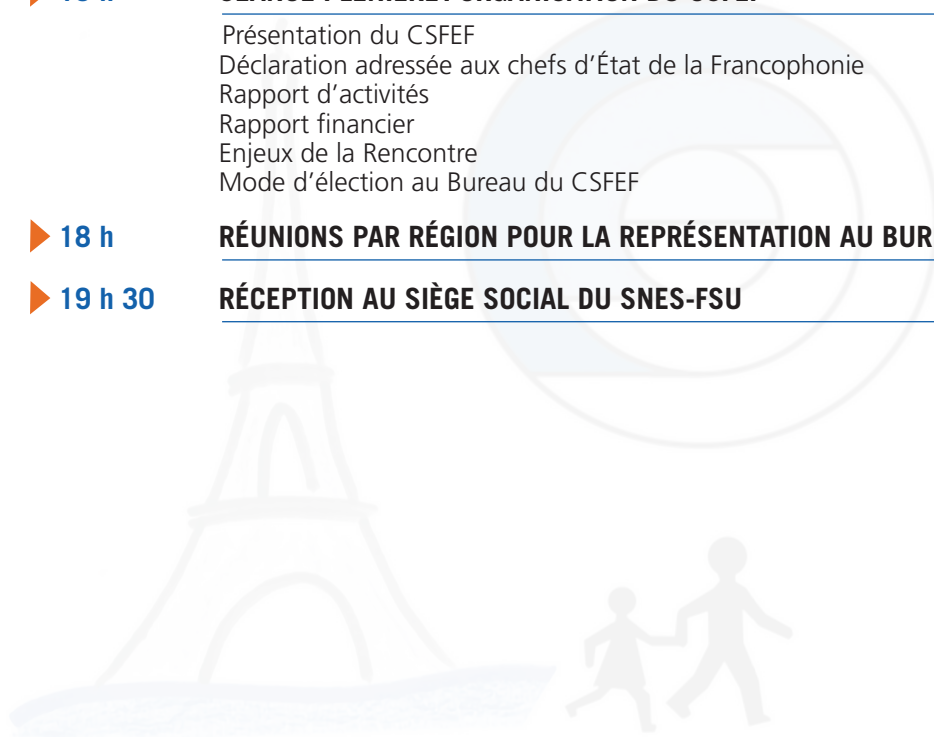
Mode d'élection au Bureau du CSFEF

▶ 18 h

RÉUNIONS PAR RÉGION POUR LA REPRÉSENTATION AU BUREAU

▶ 19 h 30

RÉCEPTION AU SIÈGE SOCIAL DU SNES-FSU



Mardi 25 septembre

SNUipp-FSU, 12 rue Cabanis, 75013 Paris

▶ 9 h

TABLE RONDE

La lutte contre la marchandisation de l'éducation, quelles actions possibles ?

La lutte contre la marchandisation de l'éducation est un axe fort de l'action du CSFEF. Cette marchandisation se présente essentiellement à travers trois éléments structurants :

1. une redéfinition des savoirs et des connaissances qui doivent désormais se montrer utiles à l'économie et nourrir l'innovation
2. une redéfinition de la finalité des objectifs des systèmes éducatifs, c'est-à-dire produire du « capital humain » plutôt que former des individus/citoyens
3. une importation des méthodes de gestion du privé dans le système public en intégrant des logiques permanentes d'évaluation de l'action pédagogique

Interventions :

Guy Dreux, enseignant et chercheur, Institut de recherche de la FSU

Duncan Smith, coordinateur sénior, Internationale de l'Éducation

Josué Mérilien, coordonnateur général de l'Union nationale des normaliennes et normaliens haïtiens (UNNOH)

Sidy Fofana, Syndicat des professeurs du Sénégal (SYPROS)

▶ 10 h 30

PAUSE

▶ 10 h 45

TABLE RONDE

La santé au travail

À la suite d'un atelier qui s'est tenu lors de la précédente Rencontre du CSFEF à Madagascar, il est apparu nécessaire d'approfondir la question de la santé des enseignantes et enseignants. Le CSFEF a mené une enquête avec le Réseau éducation et solidarité (RES) pour savoir comment l'état de santé des enseignantes et enseignants est pris en compte par les gouvernements et ce que les syndicats revendiquent en ce domaine. Au Burkina Faso, par exemple, un projet est en cours pour créer une mutuelle de santé pour le réseau de l'éducation. En France, la Mutuelle générale de l'éducation nationale (MGEN) produit des rapports sur cette question et organise régulièrement des initiatives avec les organisations syndicales. Celles-ci, par ailleurs, interviennent dans le cadre d'une instance créée il y a quelques années: le Comité hygiène sécurité et conditions de Travail (CHSCT).

Être en bonne santé pour bien faire son travail est un concept qui mérite toute l'attention des syndicats, car cela peut avoir un impact réel sur la qualité du travail et donc la réussite des élèves.

Interventions :

Sema Blegne, Secrétaire général du SNEA-B, Burkina Faso

Matthias Savignac, président du Réseau Éducation et Solidarité

Sophia Catella, représentante des personnels au CHSCT ministériel, au titre de la FSU

Eric Chenut, vice-président délégué responsable des Partenariats et de la Stratégie Santé de la MGEN

▶ 12 h 30

PAUSE DÉJEUNER AU SIÈGE SOCIAL DE LA MGEN

▶ 15 h

PRÉSENTATION DU PANORAMA

▶ 15 h 30

QUATRE ATELIERS EN PARALLÈLE – 1^{RE} SESSION

1. Droits syndicaux
2. Santé au travail et conditions de travail
3. Outils syndicaux d'influence
4. Renforcement des capacités en communication

▶ 16 h 45

PAUSE

▶ 17 h

QUATRE ATELIERS EN PARALLÈLE – 2^E SESSION

▶ 18 h

FIN DES TRAVAUX

▶ 19 h

DÉPART POUR LA SOIRÉE CONVIVIALE

Mercredi 26 septembre

SNUipp-FSU, 12 rue Cabanis, 75013 Paris

▶ 9 h 30

TABLE RONDE

La Formation des enseignantes et enseignants – usages et place du numérique

Quelles modalités, quelles places pour la formation à distance dans la formation des enseignantes et des enseignants ?

Les modes de formation à distance se sont diversifiés et répandus. Cette diversité recouvre des solutions techniques différentes (réseaux collaboratifs, parcours de formation, etc.). Le transfert de formations existantes ou de contenus est un révélateur, non seulement des limites des outils, mais aussi de la validité des scénarios pédagogiques et de formation. La qualité des contenus observés est évidemment très variable.

D'un point de vue institutionnel, l'intégration de modalités de formation entièrement ou partiellement à distance dans les plans de formation interroge sur l'articulation avec les actions présentielles, les moments propices dans la formation tout au long de la vie et l'efficacité en termes de coûts et de résultats (formations « hybrides »).

Interventions :

Edem Adubra, Chef de la section pour le développement des enseignants et Chef du secrétariat d'Équipe Spéciale Internationale sur les Enseignants Division pour l'appui et la coordination de l'agenda Éducation 2030 UNESCO

Youssef Arrif, direction de l'éducation et de la jeunesse de l'OIF à Paris, représentant l'IFEF

Michel Loisy, IA-IPR, ex-Délégué académique aux actions de formations - Académie de Grenoble

▶ 10 h 45

PAUSE

▶ 11 h

TABLE RONDE

Le programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC)

La Conférence des ministres de l'Éducation de la Francophonie (CONFEMEN) est en préparation d'une nouvelle enquête du PASEC pour 2019. Cette enquête standardisée portera sur l'évaluation des compétences des élèves de 2^e et 6^e années du primaire et de leurs enseignants afin d'identifier les caractéristiques des performances des systèmes éducatifs de quinze pays francophones d'Afrique subsaharienne (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo). Pour cette deuxième vague d'évaluation, la CONFEMEN a introduit une innovation portant sur une enquête approfondie auprès des enseignantes et enseignants.

Un comité d'éthique a été formé afin d'élaborer une charte qui engagera tous les acteurs impliqués dans le processus de l'enquête à respecter les normes d'éthique liées à l'exploitation des données et résultats de l'enquête sur les enseignantes et enseignants. Le CSFEF a délégué deux représentants sur ce comité.

Interventions :

Hilaire Hounkpodoté, coordonnateur du PASEC à la CONFEMEN

Awa Wade, vice-présidente Sud du CSFEF et membre du Comité d'éthique du PASEC

▶ 12 h 30

PAUSE DÉJEUNER

▶ 14 h

PLAN D'ACTION DU CSFEF

Adoption de la Déclaration

▶ 15 h

ÉLECTION DU BUREAU DU CSFEF

Présentation du nouveau Bureau

▶ 15 h 30

MOTIONS ET QUESTIONS DIVERSES

▶ 16 h

CLÔTURE DE LA XVI^E RENCONTRE DU CSFEF
